

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française 1 an 6 mois	
Ordinaire	1.300 frs 800 rs
Avion	3.300 frs 1.700 frs
ETRANGER 1 an 6 mois	
Ordinaire	1.600 frs 900 frs
Avion	3.750 frs 2.300 frs
PRIX	An comptant à l'imprimerie :
	Par porteur ou par poste :
	Togo, France et autres Pays d'expression française
	Etranger Port en sus.
DU	90 frs
MUMERO	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 881 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1976	
18 juin — Ordonnance n° 18 autorisant la ratification de la convention portant statut du centre régional africain d'administration du travail, signée à Yaoundé le 8 janvier 1975.	380
18 juin — Ordonnance n° 19 autorisant la ratification de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Franceville le 21 mars 1975	381
18 juin — Ordonnance n° 20 autorisant la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Franceville le 21 mars 1975	381
18 juin — Ordonnance n° 21 autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972	381
18 juin — Ordonnance n° 22 autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1953, signé à Genève le 25 mars 1972	381

18 juin — Ordonnance n° 23 autorisant la ratification de l'accord portant création d'une grande commission mixte de coopération togolo-gabonaise, signé à Franceville le 21 mars 1975	381
18 juin — Ordonnance n° 24 autorisant la ratification de la convention de coopération économique, sociale, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République gabonaise, signée à Franceville le 21 mars 1975	382

DECRETS

1976	
14 juin — Décret n° 76-94 portant nomination du directeur de cabinet du ministre de l'équipement rural	382
15 juin — Décret n° 76-95 accordant renouvellement d'une mise en disponibilité à un magistrat.	382
21 juin — Décret n° 76-96 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne	382

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1976	
19 juin — Arrêté n° 98-PR chargeant le ministre de la santé publique et des affaires sociales de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du président de la République, ministre de la défense nationale	383

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté portant radiation	383
--------------------------------	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1976

15 juin — Décision n° 719-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la « force d'urgence des Nations Unies 1973 » et la « force des Nations Unies »	383
15 juin — Décision n° 721-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la salle africaine du centre John F. Kennedy à Washington	383
16 juin — Décision n° 725-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'UNESCO	383
16 juin — Décision n° 726-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Institut de développement économique et de planification (I.D.E.P.)	383
16 juin — Décision n° 729-MF-MEN portant paiement des frais de participation du Togo au fonctionnement de l'école inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar (Sénégal)	383
16 juin — Décision n° 730-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.)	383
16 juin — Décision n° 731-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation commune africaine et mauricienne (OCAM)	384
16 juin — Décision n° 733-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du bureau régional du C.I.A.S. à Nairobi	384
21 juin — Décision n° 755-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	384
21 juin — Décision n° 757-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la banque du peuple à Kinshasa, Zaïre	384
21 juin — Décision n° 758-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER) de Lomé	384
21 juin — Décision n° 760-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'union internationale de protection de l'enfance (UIPE)	384
21 juin — Décision n° 761-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation des Nations Unies (ONU)	384
21 juin — Décision n° 762-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au bureau international du travail (BIT)	384
21 juin — Décision n° 763-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat général du groupe des Etats ACP	385
21 juin — Décision n° 764-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation mondiale de la santé (OMS)	385

MINISTERE DU PLAN

1976

14 juin — Décision n° 64-MP-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de la société nationale des transports routiers (Togo Route)	385
---	-----

MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

1976

14 juin — Arrêté n° 661-MJ-FP.T portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement	385
Arrêtés portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations et admission à la retraite	385

MINISTERE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté portant nomination	387
---------------------------------	-----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1976

16 juin — Arrêté n° 29-MDR portant définition des attributions et organisation du service des engrais et moyens de production agricole	387
Décisions portant nominations	388

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1976

11 juin — Arrêté n° 492-INT-DSN portant expulsion	388
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1976

14 juin — Arrêté n° 220-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Houessou Comlan (Martin)	389
14 juin — Arrêté n° 221-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tagba Tcha	389
24 juin — Arrêté n° 229-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Laté (Emmanuel)	389
Arrêtés portant approbation de rôles	389

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Tribunal spécial du Togo (Affaires de détournement de deniers publics)	391
Conservation de la propriété foncière (Avis de demandes d'immatriculation)	391

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 18 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de la convention portant statut du centre régional africain d'administration du travail, signée à Yaoundé le 8 janvier 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention portant statut du centre régional africain d'administration du travail, signée à Yaoundé le 8 janvier 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 19 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signée à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 20 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signée à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 21 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 22 du 18 juin 1976 autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 23 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de l'accord portant création d'une grande commission mixte de coopération togolo-gabonaise signé à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord portant création d'une grande commission mixte de coopération togolo-gabonaise, signé à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 24 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de la convention de coopération économique sociale, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République gabonaise, signée à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de coopération économique, sociale, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République gabonaise, signée à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 76-94 du 14 juin 1976 portant nomination du directeur de cabinet du ministre de l'équipement rural.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 75-29 du 5 mars 1975 fixant la composition du gouvernement ;
Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et définition des attributions des ministères du développement rural et de l'équipement rural ;
Sur proposition du ministre de l'équipement rural ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Koukoui Agbénigā, secrétaire d'administration principal 2^e échelon, actuellement directeur adjoint du bureau universitaire de la statistique (B.U.S.), est nommé directeur de cabinet du ministre de l'équipement rural, en remplacement de M. Ahyanyo Akakpo (Samuel), appelé à d'autres fonctions.

Art. 2 — La solde et les accessoires de solde de l'intéressé demeurent imputables sur le chapitre 32 — article 7 du budget général exercice 1976.

Art. 3 — Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 76-95 du 15 juin 1976 accordant renouvellement d'une mise en disponibilité à un magistrat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 62-7 du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature togolaise ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise modifiée par l'ordonnance n° 27 du 28 juillet 1975 ;
Vu le décret n° 69-113 du 28 mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général de la fonction publique, modifié par le décret n° 75-151 du 28 juillet 1975 ;
Vu le décret n° 76-78 accordant une mise en disponibilité à un magistrat ;
Vu la lettre de l'intéressé en date du 26 mai 1976,

DECRETE :

Article premier — Est renouvelée pour une durée de trois mois, pour compter du 1^{er} juin 1976, la disponibilité accordée à M. Lawson Latévi, magistrat du 2^e grade 3^e échelon par décret n° 76-78 du 6 mai 1976.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 76-96 du 21 juin 1976 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

DECRETE :

Article premier — M. Agbenou Assiongbon est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne (Bonn).

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 19 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord commercial entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signée à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 20 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signée à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 21 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 20 du 18 juin 1976 autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 23 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de l'accord portant création d'une grande commission mixte de coopération togolo-gabonaise signée à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord portant création d'une grande commission mixte de coopération togolo-gabonaise, signée à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 24 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de la convention de coopération économique sociale, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République gabonaise, signée à Franceville le 21 mars 1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de coopération économique, sociale, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République gabonaise, signée à Franceville, le 21 mars 1975.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 18 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 76-94 du 14 juin 1976 portant nomination du directeur de cabinet du ministre de l'équipement rural.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 75-29 du 5 mars 1975 fixant la composition du gouvernement ;
Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et définition des attributions des ministères du développement rural et de l'équipement rural ;
Sur proposition du ministre de l'équipement rural ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Koukoui Agbénigâ, secrétaire d'administration principal 2° échelon, actuellement directeur adjoint du bureau universitaire de la statistique (B.U.S.), est nommé directeur de cabinet du ministre de l'équipement rural, en remplacement de M. Ahyanyo Akakpo (Samuel), appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — La solde et les accessoires de solde de l'intéressé demeurent imputables sur le chapitre 32 — article 7 du budget général exercice 1976.

Art. 3. — Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 76-95 du 15 juin 1976 accordant renouvellement d'une mise en disponibilité à un magistrat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 62-7 du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature togolaise ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise modifiée par l'ordonnance n° 27 du 28 juillet 1975 ;
Vu le décret n° 69-113 du 28 mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général de la fonction publique, modifié par le décret n° 75-151 du 28 juillet 1975 ;
Vu le décret n° 76-78 accordant une mise en disponibilité à un magistrat ;
Vu la lettre de l'intéressé en date du 26 mai 1976,

DECRETE :

Article premier — Est renouvelée pour une durée de trois mois, pour compter du 1^{er} juin 1976, la disponibilité accordée à M. Lawson Latévi, magistrat du 2^e grade 3^e échelon par décret n° 76-78 du 6 mai 1976.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 76-96 du 21 juin 1976 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

DECRETE :

Article premier — M. Agbenou Assiongbon est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne (Bonn).

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 juin 1976
Général Gnassingbé Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE****Intérim**

Arrêté n° 98-PR du 19-6-76 — Pendant l'absence du général Gnassingbé Eyadéma, président de la République et ministre de la défense nationale, l'expédition des affaires courantes sera assurée par le colonel Menve-yinoyou Djafalo, ministre de la santé publique et des affaires sociales.

MINISTERE DE L'INTERIEUR**Radiation**

Arrêté n° 111-INT-CGC du 15-6-76 — A compter du 1er avril 1976, l'élève-gardien de circonscription Eklou Kossi, mle 646, est rayé du contrôle de l'effectif du corps des gardiens de circonscription.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE**Autorisations de paiement**

Décision n° 719-MFE-F du 15-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de la « force d'urgence des Nations Unies 1973 » et « la force des Nations Unies » chargée d'observer le dégagement pour la période du 24 octobre 1974 au 24 octobre 1976, de la somme de deux millions cinq cent deux mille neuf (2.502.009) francs CFA soit 10 557 dollars U.S. représentant la contribution du Togo auxdits organismes.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire « L'United Nations Emergency Force 1973 Contributions Account » n° 015-005100, Chemical Bank. United Nations Branch, New-York — N-Y 10017 (U.S.A.).

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-b.

Décision n° 721-MFE-F du 15-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de la salle africaine du centre John F. Kennedy à Washington (U.S.A.), de la somme de sept cent onze mille (711.000) francs CFA soit 3.000 dollars U.S. représentant la participation financière du gouvernement togolais à la création de ladite salle.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 04-08-133-000 The Riggs National Bank Dupont Circle Branch 1913 Massachusetts Avenue Washington -D-C.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 725-MFE-F du 16-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'UNESCO, de la somme de cinq millions cent onze mille deux cent quatre vingt (5.111.280) francs CFA soit 21.297 dollars U.S. représentant la contribution du Togo audit organisme et se composant comme suit :

Solde débiteur 1975 1.372.560 f CFA soit 5.719 dollars U.S.

Contribution pour 1976 ... 3.738.720 f CFA soit 15.578 dollars U.S.

Total 5.111.280

Cette somme sera mandatée et virée au compte UNESCO n° 0330-1-5-770.002-4-société générale-agence AG, bureau FB 45, avenue Kléber 75016 — Paris.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 726-MFE-F du 16-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'institut de développement économique et de planification (I.D.E.P.), de la somme de trois millions cinq cent cinquante cinq mille (3.555.000) francs CFA soit 15.000 dollars E.U. représentant la contribution du Togo audit organisme pour l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 015-003140, à la Chemical Bank United Nations Branch, United Nations Headquarters, New-York.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 729-MF-MEN du 16-6-76 — Une allocation de 13.406.249 CFA (treize millions quatre cent six mille deux cent quarante neuf cfa) est accordée à l'école inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar pour servir de contribution du Togo au frais de fonctionnement de cette école au titre de l'exercice 1977.

Le montant de cette allocation sera mandaté et viré au compte n° 49.916/0, ouvert à la société générale de Banques au Sénégal, 19 avenue Roume, B.P. 323 — Dakar.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 730-MFE-F du 16-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) de la somme de quatre millions douze mille six cent quarante sept (4.012.647) francs CFA soit 16.930,18 dollars U.S. se décomposant comme suit :

Solde débiteur contribution 1975 ... 145.281
Contribution 1976 3.867.366

4.012.647

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire FAO/UN general dollar account Banca Commerciale Italiana Succursale FAO via delle Terme di Caracalla 00100 Rome Italie.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 731-MFE-F du 16-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation commune africaine et mauricienne (OCAM), de la somme de dix sept millions (17.000.000) de francs CFA au titre du règlement du reliquat de la contribution du Togo de l'année 1975 et un acompte pour la contribution de 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 1149-UBC à Bangui - RCA ouvert au nom de l'OCAM.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Reliquat contribution 7975 ... 10.420.160

Acompte sur contribution 1976 ... 6.579.840

17.000.000

Décision n° 733-MFE-F du 16-6-76 — Est autorisé le paiement au profit du bureau régional du C.I.A.S. à Nairobi au titre de la contribution du gouvernement togolais pour les années 1975 et 1976, de la somme de cent dix huit mille cinq cents (118.500) francs CFA soit l'équivalent de cinq cents (500) dollars U.S.

Le règlement de cette somme se fera par virement au compte bancaire n° 230-634-974 ouvert auprès de Kenya commercial Bank Limited, Gouvernement Road P.O Box 30.081 à Nairobi (Kenya) au nom de « I.C.S.W. africa regional account ».

La dépense est imputable sur le chapitre 43, article 3, paragraphe 2 du budget général exercice 1976.

Décision n° 755-MFE-F du 21-6-76 — Est autorisé le paiement au profit du PROGRAMME des NATIONS UNIES pour le DEVELOPPEMENT (PNUD), de la somme de trente sept millions neuf cent vingt mille (37.920.000) francs CFA soit 160.000 dollars E.U. représentant la participation du gouvernement togolais aux dépenses dudit organisme pour l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire U.N.D.P. contribution account n° 900.105-14 à la B.T.C.I. à Lomé ouvert au nom du PNUD.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 757-MFE-F du 21-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de la banque du peuple à Kinshasa — Zaïre, de la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA représentant la participation financière du gouvernement togolais au budget du centre de coordination des recherches et de la documentation en sciences sociales desservant l'Afrique subsaharienne (CERDAS).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 30.399 ouvert à la banque du peuple à Kinshasa — Zaïre au nom du CERDAS.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 758-MFE-F du 21-6-76 — Est autorisé le paiement au profit du centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER) de Lomé, de la somme de dix sept millions cinq cent mille (17.500.000) francs CFA représentant la contribution du Togo à cet organisme pour l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 70270 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (U.T.B.) à Lomé au nom du CERFER.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 4, paragraphe 2.

Décision n° 760-MFE-F du 21-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'union internationale de protection de l'enfance (UIPE), de la somme de quatre vingt sept mille cent quinze (87.115) francs soit 917 francs suisses représentant la cotisation du Togo à cet organisme au titre de l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte UIPE à la société de Banque Suisse Centre international, Genève 1, rue Varembe 1211 Genève 20

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 761-MFE-F du 21-7-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation des Nations Unies (O.N.U.), de la somme de treize millions quatre cent quarante sept mille deux cents (13.447.200) francs CFA soit 56.030 dollars U.S. au titre de la contribution du Togo au budget ordinaire dudit organisme pour l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire United Nations n° 1 Account Federal Reserve Bank of New-York 33, Liberty street New-York — N.Y. 1 0045.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 762-MFE-F du 21-6-76 — Est autorisé le paiement au profit du bureau international du travail (B.I.T.) à Genève, de la somme de cinq millions

huit cent quatre-vingt quinze mille neuf cent soixante quatorze (5.895.974) francs CFA se décomposant comme suit au titre de la contribution du Togo audit organisme

Contribution 1976	5.786.256
Reliquat pour 1975	109.718
Total	5.895.974

Cette somme sera mandatée et virée au compte général n° 1 du B.I.T. Genève à la Irving Trust Company O, Wall street New-York 10015 N.Y. U.S.A.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 763-MFE-F du 21-6-76 — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat général du groupe des Etats A.C.P., de la somme de un million deux cent quatre vingt mille deux cent deux (1.280.202) francs CFA représentant la contribution du gouvernement togolais au fonctionnement dudit secrétariat pendant le premier semestre 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 310-0520951-50/005 ouvert auprès de la banque de Bruxelles, agence rond point Schuman, rue de la loi, 217-1040 Bruxelles.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 764-MFE-F du 21-6-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation mondiale de la santé (OMS), de la somme de six millions sept cent dix neuf mille cinq cent vingt (6.719.520) francs CFA soit 27.998 dollars U.S. se décomposant comme suit :

Solde contribution 1975	145.920
Contribution 1976	6.573.600
	6.719.520

Cette somme sera mandatée et virée à la federal reserve Bank of New-York, 53, Liberty street New-York 45, N.Y.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-a.

MINISTERE DU PLAN

Autorisation de virement

Décision n° 64-MP-SFCEP du 14-6-76 — Est autorisé le virement en faveur de la société nationale des transports routiers (TOGO-ROUTE), à son compte ouvert à la BTCI à Lomé sous le n° 50.066/01, de la somme de cent douze millions cinq cent mille (112.500.000) francs CFA représentant le versement du reliquat de la participation togolaise au capital social de ladite société.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement 1976 — titre IV — chapitre 4 — article 3 — paragraphe 1 — rubrique a.

MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Promotion

Arrêté n° 661-MJ-FP-T du 14-6-76 — Sont promus au titre des années 1973, 1974 et 1975 et à compter des dates suivantes, les fonctionnaires du corps de l'enseignement ci-après désignés :

Cadre des professeurs de CEG (catégorie A2)

Au grade de professeur de CEG de 2^e classe 1^{er} échelon

27.12.75 — TOGBETSE (Etienne), professeur de CEG de 3^e classe 4^e éch. (AC. néant)

Cadre des instituteurs (cat. B)

Au grade d'instituteur principal 1^{er} échelon

1.7.74 — ABALO Koffi (Antoine), instituteur de 1^{re} classe 3^e éch. (AC. 7m 10j)

1.1.75 — FOLLY (Honoré), instituteur de 1^{re} classe 3^e éch. (AC. néant)

Au grade d'instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

20.9.75 — ATCHOU Kodjovi (Simon), instituteur de 2^e classe 4^e échelon

10.12.75 — AKLAH Yaa (Elisabeth), institutrice de 2^e classe 4^e échelon

Cadre des professeurs des collèges d'enseignement technique (cat. B)

Au grade de professeur technique de 2^e classe 1^{er} échelon

10.12.75 — AYEVA Wassilatou, professeur technique de 3^e classe 4^e échelon

Cadre des économes (Cat. B)

Au grade d'économe de 2^e classe 1^{er} échelon

3.5.75 — AGUIGAH Gbédévi (Prosper), économe de 3^e classe 4^e échelon

Cadre des instituteurs-adjoints (cat.C)

Au grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1.1.75 — DOSSEH Folly (Ambroise)

1.2.75 — CREPPY K. (Henri)

6.3.75 — DJONDO Messanvi (Théodore)

1.4.75 — ADABRA (Immaculée)

1.7.75 — ESSOAZINA Moumouni

instituteurs-adjoints de 2^e classe 3^e échelon

Au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon

1.1.75 — EKON S. (Patrice)

1.1.75 — AGBERE Salamou

1.1.75 — ISSA Zinabou

1.1.75 — GERALDO (Marie Thérèse)

1.1.75 — MOUSSA Mama

- 6.3.75 — FLINDJO Yobé (Emile)
 26.9.75 — ASSAGBAH Datévi (Louis)
 1.9.75 — AMEGANVI Folikoué (Thomas)
 1.10.75 — LAWSON Laté (Parfait)
 1.10.75 — TCHAPADO Alassani
 1.10.75 — ATAKPAMEY K. (Thomas)
 1.10.75 — ASSIONGBON (Philippe)
 1.10.75 — SEDYI K. (Christophe)
 1.10.75 — SEGBAYA (Marie Evelyne)
 1.10.75 — DOMETI Komi (Mathieu)
 1.10.75 — YEKPLE Koffi Céphas
 1.10.75 — TEVI Edoé (Vincent)
 1.10.75 — GABA (Innocentio), née EDORH
 19.10.75 — BANDEIRA (Magloire)
 24.11.73 — KWADZO (Florenca)

instituteurs-adjoints de 3^e classe 4^e échelon

Cadre des moniteurs

Au grade de moniteur de C.E.

- 1.1.75 — AKAKPO (Félicia)
 1.1.75 — AYI Amoussou (Augustin)
 1.1.75 — HAROUNA Assanatou

moniteurs de 1^{re} classe 3^e échelon

Au grade de moniteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- 1.1.75 — BAWANA Aloufaï (Michel) Moniteur de 2^e classe 3^e échelon

Au grade de moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon

- 1.1.74 — MEBA Tomkoyou (Traügott)
 13.7.74 — BANGANA (Marie Thérèse)
 11.12.74 — BYLL (Antoine)
 1.1.75 — YAO (Constantin Prosper)
 1.1.75 — AYIVOR K. (Michel)
 1.4.74 — ALASSANI Morou
 17.9.75 — ATCHEAKU Komi (François)
 19.10.75 — AKPATA (Thérèse)
 24.10.75 — TCHAMOOUSSA Kpatcha (Albert)
 27.10.75 — HEGNON (François)
 3.11.75 — ADJOTCHIN (Thérèse)
 17.12.75 — ANAGBLA (Salutaire)

moniteurs de 3^e classe 4^e échelon.

Admissions

Arrêté n° 657-MJ-FP-T du 14-6-76 — Mlle. Ananivi Hanuvi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 658-MJ-FP-T du 14-6-76 — M. Tèvi-Benissan Tètè Zavi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires

de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catég. B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 663-MJ-FP-T du 17-6-76 — M. Ayité Ayi Agbopoté, titulaire du diplôme de l'école supérieure du bâtiment et des travaux publics de Kiev (URSS), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catég. A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre des travaux publics et des mines (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 665-MJ-FP-T du 18-6-76 — M. Gbati Kodjo Nicabou, titulaire du brevet de technicien et du brevet de technicien supérieur, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de collège d'enseignement technique de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catég. A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général — chapitre 24, article 8, paragraphe 4).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 667-MJ-FP-T du 18-6-76 — M. Tabe Djato Gbatiwayi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catég. C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 668-MJ-FP-T du 18-6-76 — M. Hotsiame Komlan, titulaire du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catég. C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Intégrations

Arrêté n° 656-MJ-FP-T du 14-6-76 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 175-MFP du 6 mars 1974 portant nomination.

M. Eza Kouassivi (Théophile), secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon (indice 950) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme universitaire de technologie, commerce et gestion des entreprises de l'école supérieure de commerce et de gestion de l'université du Bénin est, en attendant la création du corps des techniciens supérieurs de commerce, admis dans celui des attachés d'administration au grade d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon (catég. A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie pour compter du 11 janvier 1974 (chapitre 8, article 4 du budget général).

M. Eza est élevé au 2e échelon de son grade pour compter du 11 janvier 1976.

Arrêté n° 670-MJFP-T du 21-6-76 — M. Amouzou Comlanvi (Luc), inspecteur 2e échelon (indice 1200) du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du diplôme du centre multinational de formation postale d'Abidjan (Rép. de Côte d'Ivoire), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur 1er échelon (catég. A1 — indice 1300) pour compter du 3 avril 1976 (A. C. néant).

Retraite

Arrêté n° 664-MJ-FP-T du 17-6-76 — M. Amah Ekoué (Théophile), agent de constatation principal 2e échelon du corps des fonctionnaires des douanes, en service à Lomé, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er octobre 1976.

MINISTERE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nomination

Arrêté n° 3-Minfo-PT du 15-6-76 — M. Naassou Koukou, administrateur civil 4e échelon, est nommé conseiller technique du ministre de l'information, des postes et télécommunications, en remplacement de M. Patsoh Komlan.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE N° 29/MDR du 16 juin 1976 portant définition des attributions et organisation du service des engrais et moyens de production agricole.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975, portant organisation et définition des attributions des ministères du développement rural et de l'équipement rural ;

Vu le décret n° 76-11 du 16 février 1976 portant organisation des services du ministère du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 9/MDR du 5 avril 1976 définissant les attributions et l'organisation de la direction de l'agriculture.

ARRETE :

Article premier — Le service des engrais et moyens de production agricole rattaché à la direction de l'agriculture, a la responsabilité des actions d'utilisation, de promotion et de diffusion des engrais et produits phytosanitaires visant à l'augmentation de la production agricole.

A ce titre :

- Il participe à l'élaboration et à la définition de la politique en matière d'engrais et moyens de production ;
- Il soutient et complète toutes les activités de promotion se rapportant aux moyens de production en accord et avec la collaboration des services techniques ou autres organismes intéressés ;
- Il diffuse au niveau des utilisateurs les thèmes techniques indispensables à l'optimisation des moyens de production ;
- Il anime un centre de documentation et d'information concernant ces moyens de production (bibliothèque-séances de projection, publication d'annuaires, de brochures, de bulletins-causeries, débats) ;
- Il a la responsabilité de l'appui logistique concernant la commande, la répartition, la diffusion et la tenue des stocks des moyens de production ;
- Dans cette optique il veille à la rationalisation et à l'harmonisation de l'infrastructure de stockage et de distribution ;
- Il a la responsabilité de promouvoir l'établissement de fonds de roulement au niveau des coopératives de producteurs et des groupements agricoles.

Art. 2. — Pour faire face à ses attributions, le service des engrais et moyens de production dispose de l'organisation interne suivante :

2 — 1. Section technique responsable :

- de la coordination des activités se rapportant aux thèmes techniques concernant l'utilisation des moyens de production ;
- de l'amélioration de l'infrastructure logistique de distribution des moyens de production ;
- de l'étude et de l'analyse de l'incidence économique de l'utilisation des engrais et autres moyens de production au niveau des utilisateurs et au niveau national.

2 — 2. Section de documentation d'information responsable :

- de la collecte de l'information ;
- de la gestion de la documentation ;
- de la diffusion de l'information.

Art. 3. — Une équipe permanente d'intervention composée d'agents techniques à raison d'un agent par région économique, exécute les décisions prises au niveau des responsables du service.

Art. 4. — Le service des engrais et moyens de production a la responsabilité de la gestion des ressources financières provenant :

- du fonds se rapportant à la subvention des engrais et moyens de production en bénéficiant, mis à la disposition par l'Etat togolais ;
- de la participation financière versée par les organismes nationaux utilisateurs ;
- des contributions, dons en espèce ou en nature provenant de tout organisme national d'aide bi-ou multilatérale, ou internationale tendant à la promotion ou au développement de l'emploi des engrais et moyens de production ;
- des fonds de roulement réalisés au niveau des coopératives et groupements agricoles.

Art. 5. — L'approvisionnement du compte « commande engrais » s'effectuera :

- a) Par le virement du trésor de la somme inscrite chaque année sur le budget général pour la subvention aux engrais sur mémoire établie par le régisseur, visée par le ministre du développement rural et le ministre des finances et de l'économie ;
- b) Par un remboursement du montant des prix subventionnés des engrais et insecticides cédés à toutes sociétés ou organismes de développement agricole ;
- c) Le remboursement se fera sur factures adressées à la fin de chaque campagne aux directeurs de sociétés ou d'organismes pré-cités par le directeur de l'agriculture sur l'indication du directeur du service des engrais et moyens de production.

Art. 6. — Sont abrogés les textes antérieurs pour ce qu'ils ont de contraire au présent arrêté.

Art. 7. — Toutes dispositions ultérieures concernant les attributions et l'organisation interne de ce service seront prises par arrêtés du ministre du développement rural.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 16 juin 1976

O. Bagnah

Nominations

Décision n° 149-MDR du 10-6-76 — M. Apetofia Kossi, vétérinaire — inspecteur de 4^e échelon, est nommé chef de la division de développement de l'élevage des régions plateaux-centrale. A ce titre il est directeur du projet d'amélioration de l'élevage financé par le F.E.D. Sa résidence est fixée à Atakpamé.

Les émoluments de l'intéressé demeurent imputables sur le chapitre 34, article 5 du budget général.

La présente décision prend effet à compter de la date de signature.

Décision n° 150-MDR du 10-6-76 — Est et demeure rapportée la décision n° 216-MDR du 15-9-75 portant nomination.

M. Kpandja Koffi, ingénieur d'agriculture de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1), est nommé chef de la division de l'amélioration végétale (direction de la recherche agromatique), en remplacement de Mlle. Bruce Djaliba, appelée à d'autres fonctions.

Les émoluments de l'intéressé demeurent imputables sur le chapitre 20, article 8, paragraphe 3 du budget général.

La présente décision prend effet à compter de la date de signature.

DIVERS

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Expulsion

Arrêté n° 492-INT-DSN du 11-6-76 — Il est enjoint au nommé,

Nikoue Antonin, de nationalité béninoise, domicilié à Lomé, de quitter le Togo dans un délai de 48 heures.

Il est interdit à l'intéressé de réapparaître sur toute l'étendue du territoire de la République.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 220-MFE-CR du 14-6-76 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46%) au montant annuel de cent cinquante mille trois cent douze (150.312) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houessou Comlan (Martin), caporal-chef 5^e échelon n° mle 27.126 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1976.

M. Houessou Comlan (Martin) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Ayaovi, né le 22 juin 1961

Kodjo, né le 3 août 1964

Kodjovi, né le 3 août 1964

Koffi, né le 26 décembre 1966
 Adjoavi, née le 5 août 1967
 Loko, né le 25 mai 1969
 Comlanvi, né le 28 mai 1969
 Ayaovi, née le 25 décembre 1969
 Dopé, née le 11 septembre 1971.

Arrêté n° 221-MFE-CR du 14-6-76 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent quarante sept mille quarante quatre (147.044) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tagba Tcha, caporal-chef 5e échelon n° mle 24.968 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1976.

M. Tagba Tcha pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 16e rang) ci-après désignés.

Allou, née le 2 mai 1976
 Toï, né le 2 février 1960
 Pyalo, née le 27 août 1960
 Laoudou, née le 4 septembre 1960
 N'Gobou, né le 3 janvier 1961
 Yokidè, née le 28 février 1963
 Essohanam, née le 3 avril 1964
 Mimba, née le 8 juin 1964
 N'Gnon, née le 3 novembre 1965
 N'Gbalidjéou, née le 4 mars 1967
 Mahaféi, né le 14 mai 1968
 Naka, née le 10 janvier 1970
 Dadjassi, né le 5 septembre 1970
 Essowessoda, né le 8 janvier 1971
 Bouwèdèou, né le 4 août 1973
 Bouyo, né le 26 janvier 1974.

Arrêté n° 229-MFE-CR du 24-6-76 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de huit cent cinquante neuf mille deux cent quarante (859.240) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Laté (Emmanuel), inspecteur en chef de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 2.100) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1976.

M. Lawson Laté (Emmanuel) pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés:

Latévi, né le 6 avril 1956
 Nadou, née le 1er septembre 1958
 Messansan, né le 29 juin 1961

Kokovi-Vino, née le 8 septembre 1964
 Ananissan Golu, né le 18 décembre 1967
 Adaku-Do, née le 23 septembre 1970.

Rôles

Arrêté n° 222-MFE-AI du 18-6-76 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

21 Lomé B.I.C.	1.766.366	
I.G.R.	563.212	
		2.329.578
22 Lomé Taxe progressive	119.252.671	
Taxe progres. (c. f.)	15.297.757	
T.S.D.H.	429.593	
		134.980.021
		137.309.599

BUDGET COMMUNAL

21 Lomé Taxe civique	3.000	
22 Lomé Taxe civique	6.594.085	
23 Lomé patentes	731.429	
CA/patentes	96.280	
		829.709
		7.424.794
		144.734.393

Arrêté n° 223-MFE-AI du 18-6-76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

17 Lomé B.I.C. (I.M.F.)	1.786.468	
B.N.C. (I.M.F.)	35.653	
F.N.I.	671.028	
		2.493.149

HORS BUDGET 112-36

17 Lomé Amendes de retard	808.623	3.301.772
---------------------------	---------	-----------

BUDGET COMMUNAL

18 Lomé T.V.L.	829.891	
T.V.V.	3.714	
T.V.	679.200	
		1.512.805
19 Lomé T.V.L.	409.080	
T.V.	420.920	
		830.000
20 Lomé T.V.L.	349.395	
T.V.	764.448	
		1.113.843
		3.456.648
		6.758.420

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de six millions sept cent cinquante huit mille quatre cent vingt francs est fixée au 20 avril 1976.

Arrêté n° 224-MFE-AI du 18-6-76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1975 ci-après :

BUDGET GENERAL

211 Kloto I.G.R.	68.400	
212 Notsé B.I.C.	106.500	
I.G.R.	113.640	
		220.140
213 Kpalimé B.I.C.	38.345	
I.G.R.	286.320	
		324.665
214 Kloto B.I.C.	203.600	
I.G.R.	143.760	
		347.360
215 Kpalimé B.I.C. (I.M.F.)	91.755	
216 Kpalimé B.I.C.	148.024	
B.N.C.	146.000	
I.G.R.	282.000	
		576.024
		1.628.344

BUDGET COMMUNAL

217 Atakpamé T.V.L.	80.029	
T.V.	107.436	
		187.465
		1.815.809

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million huit cent quinze mille huit cent neuf francs est fixée au 31 mars 1976.

Arrêté n° 225-MFE-AI du 18-6-76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

6 Lomé T.V.L.	323.231	
T.V.	1.281.399	
		1.604.630
7 Lomé T.V.L.	459.337	
T.V.	504.459	
		963.796
		2.568.426

BUDGET GENERAL

8 Lomé B.I.C. (I.M.F.)	157.279.450	
F.N.I.	98.561.260	
		255.840.710

HORS BUDGET 112-36

8 Lomé Amendes de retard	13.938.620	
		269.779.360
		272.347.786

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux cent soixante douze millions trois cent quarante sept mille sept cent quatre vingt six francs est fixée au 1er avril 1976.

Arrêté n° 226-MFE-AI du 18-6-76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

9 Lama-Kara B.I.C. (I.M.F.)	90.219	
10 Pagouda B.I.C. (I.M.F.)	23.000	
11 Mango B.I.C. (I.M.F.)	52.500	
12 Dapaon B.I.C. (I.M.F.)	15.000	
13 Niamtougou B.I.C. (I.M.F.)	49.340	
14 Bassar B.I.C. (I.M.F.)	66.000	
15 Sokodé B.I.C. (I.M.F.)	1.152.845	
16 Sotouboua B.I.C. (I.M.F.)	30.430	
		1.479.334

HORS-BUDGET 112-36

14 Bassar Amendes de retard	19.000	
15 Sokodé Amendes de retard	356.260	
16 Sotouboua Amendes de retard	9.000	
		384.260
		1.863.594

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million huit cent soixante trois mille cinq cent quatre vingt quatorze francs est fixée au 30 avril 1976.

Arrêté n° 227-MFE-AI du 18-6-76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

24 Lomé T.V.L.	772.023	
T.V.	1.336.585	
		2.108.608
25 Lomé T.V.L.	661.044	
T.V.	585.148	
		1.246.192
26 Lomé T.V.L.	14.499	
T.V.	284.329	
		298.828
		3.653.628

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions six cent cinquante trois mille six cent vingt huit francs est fixée au 30 avril 1976.

Arrêté n° 228-MFE-AI du 18-6-76 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

42 Lomé Taxe progressive ..	105.395.907	
Taxe progressive (c. f.) ..	20.938.400	
T.S.D.H.	1.520.696	
		127.855.003
43 B.I.C.	1.786.457	
I.G.R.	808.112	
		2.594.569
		130.449.572

BUDGET COMMUNAL

42 Lomé Taxe civique	3.493.865	
43 Lomé T.V.L.	31.104	
44 Lomé Patentes	528.762	
CA/patentes	72.747	
		601.509
		4.126.478
		134.576.050

Tribunal spécial du Togo

Rôle d'audience

Lundi 28 juin 1976 à partir de 8 heures

Aklah Bravo (Michel) Mawulé Kokou — détenu.

Détournement de deniers publics d'un montant de 4.564.834 francs.

Agbessi Kodjo (Déodath) — détenu.

Détournement de deniers publics d'un montant de 1.233.405 francs.

Mardi 29 juin 1976 à partir de 8 heures

Hlontor Lossouvi (André) — détenu.

de Souza Koffigan Yémah — détenu.

Détournement de deniers publics d'un montant de 287.400 francs et 357.000 francs.

Amouzou-Akué (José) Kpakpo — détenu.

Détournement de deniers publics d'un montant de 857.112 francs.

Mercredi 30 juin 1976 à partir de 8 heures

Amevor Aku (Simplice) — détenu.

Gnaledomey Kokou (Dominique) — détenu.

Kassegne (Gilbert) — détenu.

Têté (Evans) — détenu.

Bassirou Idrissa — détenu.

Détournement de deniers publics d'un montant de 3.593.720 francs et complicité.

Jeudi 1er juillet 1976 à partir de 8 heures

Mensah Amakoé (Christian) — détenu.

Détournement de deniers publics d'un montant de 300.000 francs.

Buabé Adoté Dotomanosintin — détenu.

Détournement de deniers publics d'un montant de 248.325 francs.

Vendredi 2 juillet 1976 à partir de 8 heures

Afutoo (Antoine) — détenu.

Amela (Timothée).

Agblami (Gabriel) — détenu.

Gbohoun (Ambroise) — détenu.

Agbemaple Sodjomé (Nicodème)

Détournement de deniers publics et complicité.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

Avis de demandes d'immatriculation

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Droit Moderne de première instance de Lomé et de la section de Sokodé dudit tribunal.

Suivant réquisition, n° 7.276, déposée le 3 mai 1976, Monsieur Todegnon Kemissede, profession d'Editeur demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Me Amavi Ayité Hillah, Notaire à Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 33 a 30 ca, situé à Aflao, Commune de Lomé, connu sous le nom d'Avedzi-Télessou et borné au Nord par la ferme Apéti Agbéko, au Sud par les propriétés Dzissawoko Gbongli et Agbéwolé Gbongli, à l'Est par M. Agbéwolé Gbongli et à l'Ouest par les propriétés Attignon Kudamenu et Dzissawoko Gbongli.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.277, déposée le 3 mai 1976, Monsieur Pakaï Nabédé, profession de Professeur Agrégé de Médecine demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Me Amavi Ayité Hillah, Notaire à Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 ha 06 a 79 ca, situé à Agouévé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Fiové et borné au Nord, à l'Est et à l'Ouest par la propriété Atigan Amou, au Sud par M. Amouzou Dovi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.278, déposée le 3 mai 1976, Mlle Badjene Kossiwa (Julienne), profession d'Employée au Ministère des T.P. demeurant et domiciliée à Lomé, 12 Rue sous-lieutenant Gnemegna, ma-

jeune non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 30 ca, situé à Tokoin, Commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au Nord, au Sud et à l'Ouest par les familles Azamelà et Thossou, à l'Est par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.279, déposée le 3 mai 1976, Monsieur Akouete Agondé Têko, profession d'employé de commerce à la Sotomarey demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance totale de 6 a 00 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au Nord, au Sud et à l'Ouest par la propriété Djobokou, à l'Est par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.280, déposée le 3 mai 1976, M. Kuakui Ata-Kuaku (ex Jean Baptiste) profession de Géomètre demeurant et domicilié à Lomé, 2 Rue St Raphaël, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 18 a 70 ca, situé à Baguida, circonscription Administrative de Lomé, connu sous le nom d'Avépozo et borné au Nord, à l'Est et à l'Ouest par la collectivité Nonou Koudakpo, au Sud par la propriété du sieur Anoumou Folly-Té.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.281, déposée le 3 mai 1976, le sieur Anoumou Folly-Té, profession de Géomètre demeurant et domicilié à Lomé, 2, rue St Raphaël, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 16 a 82 ca situé à Avépozo, circons. adm. de Lomé, et borné au Nord par Kuakui Jean Baptiste, au Sud, à l'Est et à l'Ouest par la collectivité Nonou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.282, déposée le 4 mai 1976, la dame Alaby Ayaovi (Julie), profession de revendeuse demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 a 41 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de St Joseph et borné au nord, au sud, à l'est par Gbekou Liassidji, à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.283, déposée le 4 mai 1976, la dame Badjéné Tawo, née Babadjidé, profession de revendeuse demeurant et domiciliée à Sotouboua, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle d'une contenance totale de 3 a 94 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Tokoin Hôpital et borné au nord par le titre foncier 6615 R.T. aux héritiers Dadzie, au sud par une rue en projet, à l'est par le T.F. 6615 R.T. et à l'ouest par Laté Daniel.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.284, déposée le 4 mai 1976, le sieur Nabédé Pakaï, profession de professeur à l'Université du Bénin demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 76 ca, situé à Dapaon, circons. dudit, connu sous le nom de Bomonga et borné au nord, à l'est par Douti Kangbeni, au sud par Kao Sei Michel, à l'ouest par la route internationale Haute-Volta.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.285, déposée le 4 mai 1976, le sieur Nabédé Pakaï, profession de professeur à l'Université du Bénin, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 10a 50ca, situé à Sokodé, circons. dudit, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord par la collectivité de Pangalam, au sud par une rue, à l'est par A. Fousséni et à l'ouest par la Mission catholique.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.286, déposée le 4 mai 1976, M. Seddoh Komlanvi (Francisco), profession de maître de conférences à l'université du Bénin, demeurant et domicilié à Lomé, 47 rue Lt. Guillemard, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire de M. Seddoh Komlanvi Patrick, fonctionnaire, demeurant à Accra (Ghana), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 23ha 89a 14ca, situé à Avétonou, circ. adm. de Kloto, connu sous le nom de Wokpa et borné au nord par un passage, au sud et à l'ouest par la propriété Jonathan Awuyah, à l'est par la propriété du sieur Ayi Hunléde.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance grevé d'aucuns droits, ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.287, déposée le 5 mai 1976, M. Akpe-Atsa Adoté Ado (ex Benoît), profession de comptable à l'Q.D.E.F, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin Wuiti, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6a 01ca, situé à Tokoin-Aviation, commune de Lomé, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété Agamah Aziawonou, au sud par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.288, déposée le 5 mai 1976, M. Malla Issifou Omorou, propriété, demeurant et domicilié à Lomé-Zongo, 23 rue Dadzie, passage n° 4, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3a 30ca, situé à Amoutivé, commune de Lomé et borné au nord et au sud par des ruelles, à l'est par M. Kossi T. Dadzie et à l'ouest par M. Apezoukou Dadzie.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.289, déposée le 5 mai 1976, M. Aleke Kodjo (Innocent), profession de sténo-dactylographe au Port autonome de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non

bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2a 91ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dossoukopé et borné au nord par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Kpalimé, au sud par la propriété de la collectivité Dossou Agbèdekpe, à l'est par une rue en projet, à l'ouest par la route-bretelle Lomé-Agouévé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.290, déposée le 7 mai 1976, M. Paraizo Adewola Koumakpai, gardien à la Renault en retraite, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire de M. Paraizo Adetona Adewola, élève, demeurant à Libreville (Gabon), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3a 14ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud par le titre foncier n° 9.050 R.T et à l'ouest par la famille Nuwouui Hunso Dumassesse.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.291, déposée le 7 mai 1976, M. Etou Aboki (ex Joseph), profession d'agent de Banque (B.I. A.O.) demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 4a 43ca, situé à Tokoin-Est, commune de Lomé, et borné au nord et à l'est par la famille Zankou, au sud et à l'ouest par des rues.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.292, déposée le 10 mai 1976, M. Locoh-Donou Kangni Bernard, profession de zootechnicien, demeurant et domicilié à Lomé, 7 rue Tranquille, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 34a 76ca, situé à Afilaototsi, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Batomé et borné au nord par M. Kokuvi Amouzou Adjessi, au sud et à l'est par la propriété Locoh-Donou Kangni Bernard, à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.293, déposée le 10 mai 1976, M. Locoh-Donou Kangni Bernard, profession de Zootechnicien, demeurant et domicilié à Lomé, 7 rue Tranquille, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 77 a 74 ca, situé à Aflao-Totsi, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Batomé-Gblékomé et borné au nord par les propriétés Kokouvi Avada et Boko Avada, au sud par la voie ferrée Lomé-Kpalimé, à l'est par Segbeno Avada et à l'ouest par la route vers Zokalegba.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.294, déposée le 10 mai 1976, M. Locoh-Donou Kangni Bernard, profession de Zootechnicien, demeurant et domicilié à Lomé, 7 rue Tranquille, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 11a 09ca, situé à Aflao-Totsi, circ. adm. de Lomé et borné au nord par une rue en projet, au sud par la collectivité Midodji, à l'est par la collectivité Aboflan et à l'ouest par la propriété Kantanmani Assou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.295, déposée le 13 mai 1976, M. Boniface Têko Dovi-Sodemekou profession de géomètre et agent d'affaires, demeurant et domicilié à Lomé, 33 rue de Bordeaux, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 10a 42 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de collège St Joseph et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud par la route circulaire et à l'est par un poste de transformation de la C.E.E.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.296, déposée le 13 mai 1976, le sieur Boniface Têko Dovi-Sodemekou, profession de géomètre et agent d'affaires, demeurant et domicilié à Lomé, 33 rue de Bordeaux, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6a 24ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de St. Joseph et borné au nord et à l'est par des rues

en projet, au sud par le titre foncier n° 6095 RT et à l'ouest par la collectivité Zigui Agbon.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7297, déposée le 13 mai 1976, la dame Logovi Akokovi, profession de ménagère demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de M. Adanbounou Joseph section comptabilité C.F.A.O. Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5a 86ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par le lot n° 106, au sud par le lot n° 110, à l'est par une rue non dénommée, et à l'ouest par les lots 107 et 109.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7298, déposée le 13 mai 1976, le sieur Logovi Tétégan Kossi propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, 38 rue Pasteur Baëta, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5a 71ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par la propriété de la collectivité Aklkou, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 120, et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7299, déposée le 13 mai 1976, le sieur Douty Mogbali, profession d'ingénieur adjoint des T. P. au service technique du port autonome de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale 11a 67ca, situé à Dapaon, circons. adm. dudit connu sous le nom de Zongo et borné au nord, et à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'est par la propriété de feu Dyob.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7300, déposée le 13 mai 1976, le sieur Agbangbah Agossou Mawulé (Jean), gardien de la paix, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non inter-

dit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3a 99ca, situé à Tokoin Tamé, commune de Lomé et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 44, à l'est par le lot n° 42 et à l'ouest par la route d'Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7301, déposée le 13 mai 1976, le sieur Etui K. Henry, profession d'employé de commerce T.A.C.O., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5a 34ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord par la propriété Amédéka Adjika, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 310 et à l'ouest par le lot n° 308.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7302, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey L. Agbodjan, s/c de M. Agbodjan Combey Sce Topographique B.P. 500 Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 24a 22ca, situé à Bè, circons. adminis. de Lomé connu sous le nom de Attiéguou et borné au nord par les propriétés Messah Agbokou et Maman, au sud et à l'ouest par la propriété Sinyo Zogli, et à l'est par la propriété Afangbédji Avoudji.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé

- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7303, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan s/c de M. Agbodjan Combey Sce Topographique B.P. 500 à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1ha 66a 31ca, situé à Kpimé Séwa, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Lanmé, et borné au nord par la propriété Tchitou André, au sud et à l'est par la propriété Lolo Dogbé et à l'ouest par la propriété Lolo Dogbé et le titre foncier n° 10.738.-

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7304, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan s/c de M. Agbodjan Combey Sce Topographique B.P. 500 à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1ha 86a 61ca, situé à Kpimé-Séwa, cir adm. de Kloto, connu sous le nom de Kpéhénou et borné au nord par la propriété Komlan Ajeha, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété Athanase Kossi Koto.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Têlé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 à Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Têlé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Têlé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Têlé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7305, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan s/c de M. Agbodjan Combey Sce Topographique B.P. 500 à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1ha 52a 97ca, situé à Kpimé-Hloma, cir. adm. de Kloto connu sous le nom de Hloma et borné au nord par la propriété Clément Dogbé, au sud par la propriété Blaise Kouma, à l'est par la route Yokélé-Hloma et à l'ouest par la propriété Laurent Agbodjan.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Têlé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 à Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Têlé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Têlé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Têlé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou

19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé

20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7306, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 40a 91 ca, situé à Kpimé-Séwa, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Akatchenu et borné au nord et au sud par la propriété Komlan Abatchi, à l'est par la route de la cascade et à l'ouest par la propriété Linus Adeka.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Têlé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 à Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Têlé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Têlé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Têlé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7307, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 20a 56 ca, situé à Kpimé-Séwa, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Séwa et borné au nord par le domaine du quartier d'Anyigbé, au sud par les propriétés Novivor Etsé et Isabelle Atsou Afiwa, à l'est par la propriété Komlan Atsou et à l'ouest par la route Kpalimé Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

dit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3a 99ca, situé à Tokoin Tamé, commune de Lomé et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 44, à l'est par le lot n° 42 et à l'ouest par la route d'Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7301, déposée le 13 mai 1976, le sieur Etui K. Henry, profession d'employé de commerce T.A.C.O., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5a 34ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord par la propriété Amédéka Adjika, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 310 et à l'ouest par le lot n° 308.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7302, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey L. Agbodjan, s/c de M. Agbodjan Combey Sce Topographique B.P. 500 Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 24a 22ca, situé à Bè, circons. adminis. de Lomé connu sous le nom de Attiéguou et borné au nord par les propriétés Messah Agbokou et Maman, au sud et à l'ouest par la propriété Sinyo Zogli, et à l'est par la propriété Afangbédi Avoudji.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé

17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou

18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou

19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé

20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7303, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan s/c de M. Agbodjan Combey Sce Topographique B.P. 500 à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1ha 66a 31ca, situé à Kpimé Séwa, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Lanmé, et borné au nord par la propriété Tchitou André, au sud et à l'est par la propriété Lolo Dogbé et à l'ouest par la propriété Lolo Dogbé et le titre foncier n° 10.738.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7304, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan s/c de M. Agbodjan Combey Sce Topographique B.P. 500 à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1ha 86a 61ca, situé à Kpimé-Séwa, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Kpéhénou et borné au nord par la propriété Komlan Ageha, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété Athanase Kossi Koto.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 à Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7305, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan s/c de M. Agbodjan Combey See Topographique B.P. 500 à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1ha 52a 97ca, situé à Kpimé-Hloma, cir. adm. de Kloto connu sous le nom de Hloma et borné au nord par la propriété Clément Dogbé, au sud par la propriété Blaise Kouma, à l'est par la route Yokélé-Hloma et à l'ouest par la propriété Laurent Agbodjan.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 à Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou

19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé

20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7306, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 40a 91 ca, situé à Kpimé-Séwa, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Akatchenu et borné au nord et au sud par la propriété Komlan Abatchi, à l'est par la route de la cascade et à l'ouest par la propriété Linus Adeka.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 à Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Kovi né en 1970 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7307, déposée le 14 mai 1976, le sieur Dovi E. Agbodjan, profession de commerçant à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers Labitey Agbodjan, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 20a 56 ca, situé à Kpimé-Séwa, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Séwa et borné au nord par le domaine du quartier d'Anyigbé, au sud par les propriétés Novivor Etsé et Isabelle Atsou Afiwa, à l'est par la propriété Komlan Atsou et à l'ouest par la route Kpalimé Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants, savoir :

- 1) Télé Laurentine née en 1951 à Lomé
- 2) Séwa K. Dodiko né en 1954 à Lomé
- 3) Edoé Yao Novissi né en 1955 à Lomé
- 4) Têko Félicité née en 1959 à Lomé
- 5) Sewa Armand né en 1959 à Lomé
- 6) Télé Marcelline née en 1961 à Lomé
- 7) Doévi Constant né en 1963 à Lomé
- 8) Kpoti Expédit né en 1965 à Lomé
- 9) Têko Tassivi née en 1971 à Lomé
- 10) Télé Léopoldine née en 1954 à Lomé
- 11) Têko Christine née en 1957 à Lomé
- 12) Séwa Virgile né en 1959 à Lomé
- 13) Doévi Léonard né en 1961 à Lomé
- 14) Séwa Vincent né en 1954 à Lomé
- 15) Doé Omer né en 1956 à Lomé
- 16) Télé Sophie née en 1959 à Lomé
- 17) Séwavi Charles né en 1964 à Agou
- 18) Doévi Léonard né en 1964 à Agou
- 19) Séwa Dorothé né en 1963 à Lomé
- 20) Séwa Octave né en 1958 à Lomé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7308, déposée le 14 mai 1976, le sieur Nabeje Pakai (ex Alexandre), profession de docteur en médecine, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 25a 46ca, situé à Lama-Kara cir. adm. dudit, connu sous le nom de Chaminade et borné au nord et à l'ouest par le surplus de la propriété Badayodi Kalabani au sud par une ruelle et à l'est par la propriété Ablé Jean.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7309, déposée le 17 mai 1976, le sieur Poyode Tagba Pagoudjaré, profession d'adjudant chef de la gendarmerie, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 10a 18ca connu sous le nom de Chaminade et borné au nord par la propriété Payodé Tagba, au sud par une rue, à l'est par la propriété Baobadi et à l'ouest par la propriété Sandou Daniel.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7310, déposée le 17 mai 1976, le sieur Poyode Tagba Pagoudjaré (Alexandre), profession d'adjudant chef de gendarmerie, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre

foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8a 94ca, situé à Sokodé, commune dudit, connu sous le nom de Barrière et borné au nord par la propriété Gnama, au sud par la propriété Panlangan, à l'est par le surplus de la propriété Malouro et à l'ouest par l'école publique de Barrière.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7311, déposée le 18 mai 1976, la dame Agnitevi Astride, propriétaire, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, s/c de M. Tetteh, Moses, géomètre à Lomé, 11 rue Boko Agegee, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 17a 21ca, situé, à Aflao, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Gakli et borné au nord par la propriété Awouno Kowou, au sud et à l'est par la propriété Agbélewogbo Zankpé et à l'ouest par la propriété Agbénoto Aziagba.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7312, déposée le 19 mai 1976, M. et Mme Kouđoyor Bruno Fomé, profession de directeur financier, et Nicole Emilienne Marie Aimerope Paulin, demeurant et domiciliés à Paris, 133 rue de Lourmel, majeurs non interdits, jouissant de leurs droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de M. Robert Kodjo Agbabu, procureur de l'archevêché de Lomé), demandent l'immatriculation au livre foncier de la Rép. togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 11a 13ca, situé à Tokoin, commune de Lomé et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'est par la collectivité Agzodi.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est à leur connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7313, déposée le 19 mai 1976, Mme Dufrenot, née Aithnard Koadjoa Florentine, profession de psychologue, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de M. Robert Kodjo Agbabu, procureur de l'archevêché à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 11a 40 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé et borné au nord, au sud, et à l'est par la propriété de la collectivité Adzodi et à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7314, déposée le 28 mai 1976, le sieur Akueson Adovi Honoré, profession de chef comptable, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de la société des pétroles B.P., 321, Bd. circulaire, Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la Rép. togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6a 76ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord, à l'est et à l'ouest par les lots 84, 90, et 88 tous appartenant à M. Yao Ahadzi, et au sud par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7315, déposée le 28 mai 1976, le sieur Homenou Dansou Jean, profession d'agent des douanes en retraite, demeurant et domicilié à Lomé-Amoutivé, rue médecin Millous, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4a 16ca, situé à Amoutivé, commune de Lomé, et borné au nord par la rue médecin Millous, au sud et à l'ouest par la collectivité Zankou et à l'est par la famille Djadou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
Tètè Wilson Bahun